

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DES HAUTS BOULEAUX NordexLVI

50, rue Madame de Sanzillon
92110 Clichy

Références : IC-R/090/25-SC/SF
Code AIOT : 0005108310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement PARC EOLIEN DES HAUTS BOULEAUX NordexLVI implanté NORDEX 60480 Noyers-Saint-Martin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles 2026.
Il s'agit de la première visite d'inspection réalisée sur ce parc éolien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DES HAUTS BOULEAUX NordexLVI
- NORDEX 60480 Noyers-Saint-Martin
- Code AIOT : 0005108310

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Hauts Bouleaux a été autorisé le 1er mars 2016.

Il comprend 6 aérogénérateurs, exploités depuis avril 2022 à Noyers-Saint-Martin.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien des Hauts Bouleaux est exploité depuis 4 années. Les constats réalisés montrent que le site est bien entretenu.

Le suivi environnemental a été réalisé, n'a pas montré d'impact significatif, et sera de nouveau réalisé en 2032

La maintenance réalisée montre que les installations sont en bon état de fonctionnement.

Les agents susceptibles d'intervenir sur le parc ont suivi les formations essentielles. Une non-conformité a été relevée : le registre de maintenance doit être amélioré pour répondre à la réglementation, en indiquant les résultats des contrôles des équipements de sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Voie d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Par sondage, les éoliennes 1 et 2 ont été contrôlées. Chaque éolienne dispose d'une voie d'accès carrossable qui permet l'intervention des services d'incendie et de secours. Le précédent entretien de l'accès et des abords de chaque éolienne a été réalisé avant le période hivernale ; le suivant se fera début avril. Les abords et l'accès sont en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Le parc éolien a été autorisé par arrêté préfectoral du 1er mars 2016 pour 6 aérogénérateurs (deux ont été refusés). L'arrêté préfectoral du 7 mai 2020 a pris en compte le changement de machines et introduit des

bridages acoustiques et chiroptères.
Le parc a été mis en service en avril 2022.

Deux incidents, consistant en la découverte d'un cadavre de faucon crécelle à proximité des éoliennes 1 et 4, sont à signaler en octobre 2022, mais aucune mortalité de ce type n'a été détectée depuis, lors des reconnaissances de terrain.

Le premier suivi environnemental a été réalisé par la société BIOTOPE entre juin 2022 et octobre 2022 et remis en mai 2023. Les résultats des différents suivis ne mettent pas en avant la nécessité de proposer des mesures de réduction d'impact supplémentaires, donc le bridage en place est maintenu en l'état. L'impact n'étant pas significatif, le prochain suivi sera réalisé en 2032. Le dépôt sur Dépotbio a été réalisé le 1er mars 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Identification

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Par sondage, les éoliennes 1 et 2 ont été contrôlées.

Chaque aérogénérateur est identifié par son numéro, 1 et 2, affiché en caractères lisibles sur son mât.

Un panneau d'affichage, sur le chemin d'accès à destination des tiers, précise avec des lettres et pictogrammes positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur. Y figurent : les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale, l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur, la mise en garde face aux risques d'électrocution, la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Formations
Prescription contrôlée : <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
Constats : <p>Les 8 agents de la société RWE, amenés à se rendre sur le parc, disposent d'une attestation de formation « POI - Plan d'Opération Interne Consignes de sécurité et Procédures d'urgence » datée du 2 octobre 2025. Le registre de formation comprend un recensement d'exercices, de réunions d'échanges d'expérience et de formations.</p> <p>Aucun incident / accident n'y est recensé, car il n'y en a pas eu d'après l'exploitant, et l'inspection n'en a pas non plus connaissance. La personne la plus recensée dans ce registre est Cécile PASQUEREAU, responsable de l'équipe ASSET Management RWE, disposant de l'expérience la plus longue avec 8 années d'ancienneté. Sa fonction l'amène à établir les procédures et consignes.</p> <p>Les formations risques industriels et procédures d'urgence, GWO (victimes, secours, extincteur) et habilitation électrique ont été réalisées par tous les agents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapports de maintenance des 6 aérogénérateurs réalisés en 2025, - les rapports d'inspection des pales des 6 aérogénérateurs réalisés en 2025,

- la liste des équipements de sécurité,
- le registre de maintenance.

Un contrôle par sondage a été réalisé sur les aérogénérateurs n° 1 et 2.

Les contrôles des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales sont réalisés à une fréquence annuelle, comme préconisé par le machiniste NORDEX. Ils l'ont bien été depuis la mise en service du parc.

La maintenance est spécifique et peut évoluer en fonction de l'ancienneté des aérogénérateurs. Les rapports WT 89529 pour l'aérogénérateur n° 1 et WT 89530 pour l'aérogénérateur n° 2 montrent l'absence d'anomalies.

Le contrôle visuel des mats est réalisé à une fréquence annuelle. Ils montrent l'absence d'anomalies.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis les documents suivants :

- les rapports de maintenance des 6 aérogénérateurs réalisés en 2025,
- les rapports d'inspection des pales des 6 aérogénérateurs réalisés en 2025,
- la liste des équipements de sécurité.

Le contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, est réalisé tous les 6 mois. Ils montrent l'absence d'anomalies.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à

jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

L'exploitant a transmis les documents suivants :

- les rapports de maintenance des 6 aérogénérateurs réalisés en 2025,
- les rapports d'inspection des pales des 6 aérogénérateurs réalisés en 2025,
- la liste des équipements de sécurité.

La liste des équipements de sécurité transmis est pertinente pour détecter tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie (capteurs de détection de fumées, capteurs de température), de perte d'intégrité d'un aérogénérateur (capteurs de vibration, compte-tours de l'engrenage) ou d'entrée en survitesse (détecteur de vitesse). Les fonctions, fréquences et types de test sont précisés par ce document.

Les rapports de maintenance ont fait l'objet d'un examen dans le cadre de cette inspection aux points de contrôle n° 5 et 6.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.

Thème(s) : Risques accidentels, Registre

Prescription contrôlée :

La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

L'exploitant a transmis le registre de maintenance. Ce dernier précise, pour chaque équipement de sécurité de la liste, les dates des contrôles réalisés par aérogénérateur, avant la mise en service du parc, 3 mois après la mise en service du parc, 6 mois après la mise en service du parc, puis tous les ans et tous les 6 mois.

Non conformité (fait modéré) : le registre de maintenance ne précise pas les résultats des contrôles qui figurent dans les rapports de maintenance. Les faits sont modérés, car les contrôles ont bien été réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

